

QUESTIONNAIRE SUR L'IMPACT DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET FISCALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

LA RAPPORTEUSE SPÉCIALE SUR L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET DROITS DE L'HOMME

I. Objectifs et portée de ce questionnaire

Lors de la 26ème session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies (en juin 2014), la Rapporteuse spéciale sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Madame Magdalena Sepúlveda Carmona, présentera un rapport traitant de l'impact de la politique budgétaire et fiscale sur la jouissance des droits de l'homme des personnes vivant dans la pauvreté.

La politique budgétaire est un critère pertinent pour examiner les questions relatives aux droits de l'homme des personnes extrêmement pauvres.. Une fiscalité intérieure à faible revenu peut être un obstacle au respect et à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels d'un Etat. Une évaluation fondée sur les droits de l'homme de la politique budgétaire est particulièrement nécessaire en raison de l'impact de la crise financière actuelle sur la jouissance des droits humains à travers le monde.

Le rapport indiquera comment les principes des droits de l'homme et les normes relatives aux droits de l'homme s'appliquent à différentes pratiques en matière d'augmentation des recettes et la fiscalité. Son objectif est de: 1) identifier les tendances actuelles en matière de politique budgétaire et leur impact sur les droits de l'homme, en particulier sur les personnes vivant dans la pauvreté; 2) mettre en évidence les défis ainsi que les avantages résultant des politiques fiscales et budgétaires respectueuses des droits de l'homme.; 3) formuler des recommandations concrètes aux États leur permettant une politique budgétaire et fiscale plus en conformité avec les principes et obligations des droits de l'homme.

II. Comment répondre à ce questionnaire

En répondant au questionnaire, les Etats sont invités à fournir des informations sur les politiques budgétaires et les dépenses nationales- et en particulier sur leur impact sur les groupes défavorisés et vulnérables dans la société. Les États sont encouragés à réfléchir sur les défis et les réussites.

Chaque fois que possible, les États sont encouragés à fournir des copies des lois, des politiques, des évaluations, des plans de programmes, etc. Toute information complémentaire est la bienvenue.

Si les renseignements demandés dans le questionnaire ont été fournis par l'État dans un autre contexte (par exemple, dans un rapport à l'un des organes des traités des droits de l'homme de l'ONU), il est possible de faire référence au rapport ou au document spécifique. Il n'est pas nécessaire de répéter les informations fournies ailleurs.

Les Etats peuvent souhaiter identifier une personne chargé de coordonner la réponse au questionnaire, et informer le mandat de la Rapporteuse spéciale de cette personne pour le suivi. Compte tenu de la nature des informations requises, il peut être souhaitable d'impliquer les autorités de collecte d'impôt, les ministères des finances, ou leurs équivalents dans le pays.

III. Soumission de réponses

En raison de notre capacité limitée pour effectuer la traduction, nous vous prions de soumettre vos réponses, si possible, en anglais, en espagnol ou en français. Les réponses peuvent être envoyées en format papier ou électronique, au plus tard le 2 Décembre 2013 au:

La Rapporteuse Spéciale de l'ONU sur l'extrême pauvreté et droits de l'homme
ONU à Genève – HCDH
CH – 1211 Genève 10
Téléfax: 41 22 917 90 06
E-mail: srextremepoverty@ohchr.org

IV. Questionnaire

Fiscalité

1. Quel est le ratio de l'impôt / PIB de votre pays? Quel est le pourcentage des impôts richesses, des revenus et de la consommation dans le revenu total? Y a-t-il des informations disponibles sur les impôts payés par les différents groupes sociaux (par exemple femmes / hommes, personnes habitant dans les zones rurales / urbaines, les différents groupes ethniques)? Si oui, quelles proportions représentent-ils par rapport aux revenus respectifs de ces groupes ou des niveaux de leurs salaires? Veuillez, s'il vous plaît, également fournir des informations sur la pression fiscale sur le secteur financier (par exemple le taux, le pourcentage du revenu total qui est versé par le secteur financier, les impôts payés par le secteur financier en tant que part du PIB).
2. Conformément à l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), les États parties devraient utiliser au maximum les ressources disponibles pour réaliser les droits économiques, sociaux et culturels (DESC). Avez-vous évalué si le régime fiscal permet à l'Etat de mobiliser des ressources suffisantes pour assurer la réalisation des DESC, y compris le financement durable des systèmes de protection sociale pour atténuer la pauvreté? Quels sont les obstacles, au niveau national ou international, qui entravent la capacité de l'État à le faire?

3. Quels sont les mécanismes étatiques en place afin de s'assurer que la conception, la mise en œuvre et le suivi des mesures fiscales soient conformes aux principes des droits de l'homme de participation, de transparence, de non-discrimination et de la responsabilisation?
4. Quelle est la position politique de l'Etat concernant la coopération fiscale intergouvernementale (notamment concernant les paradis fiscaux, les mesures pour arrêter les prix de transfert, les rapports pays-par-pays et l'échange automatique d'informations)? Qu'en est-il des taxes internationales (comme par exemple de la taxe sur les transactions financières)? Veuillez s'il vous plaît préciser. Dans le cas où votre pays fait partie d'accords commerciaux ou d'investissement, existe-t-il une évaluation nationale de l'impact que cela a sur la capacité du pays à lever des impôts?

Dépenses

1. Existe-t-il des évaluations de l'impact des planifications et exécution budgétaire sur l'égalité des sexes en matière des droits de l'homme? Si oui, comment sont-elles effectuées et contrôlées, et depuis quand? S'agit-il de données recueillies classées par sexe, âge, revenu, lieu, ethnicité, handicap et autres critères pertinents? Quels ont été les résultats de ces évaluations, et ont-elles été modifiées ou changées à la suite de politiques / budgets prévus?
2. Est-ce que votre gouvernement est engagé, ou prévoit de s'engager, dans les politiques d'austérité budgétaire, telles que celles consistant à couper les dépenses consacrées aux services sociaux? Si oui, y a-t-il des garanties mises en place pour veiller à ce que ces mesures soient compatibles avec les obligations en matière de droits de l'homme, en particulier les DESC? Si oui, décrivez-les s'il vous plaît. Quelle est la répartition des dépenses publiques à l'égard des différents groupes sociaux (par exemple, femmes- hommes, personnes habitant dans les zones rurales-urbaines, différents groupes d'âge)? Quel est le pourcentage du budget national que votre gouvernement accorde aux services de santé, l'éducation publique et la protection sociale par rapport à d'autres secteurs comme la défense? Quel pourcentage des fonds alloués est exécuté? Quel pourcentage du budget national va au service de la dette?